



Stratégies USA et coûts pour nous dans la guerre des gazoducs

Par [Manlio Dinucci](#)

Mondialisation.ca, 23 décembre 2019
ilmanifesto.it

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Pétrole](#), [Gaz de schiste](#), [Énergie](#)

Alors qu'ils se battent dans un dur affrontement sur l'impeachment du président Trump, Républicains et Démocrates déposent les armes pour voter au Sénat presque à l'unanimité l'imposition de lourdes sanctions contre les sociétés participant à la réalisation du North Stream 2, le redoublement du gazoduc qui à travers la Baltique apporte le gaz russe en Allemagne. Sont touchées les sociétés européennes qui participent au projet de 11 milliards de dollars, désormais réalisé presque à 80%, avec la société russe Gazprom : l'autrichienne Omy, la britannique-hollandaise Royal Dutch Shell, la française Engie, les allemandes Uniper et Wintershall, l'italienne Saipem et la suisse Allseas qui prennent part à la pose des conduites.

Le redoublement du North Stream augmente la dépendance de l'Europe au gaz russe, avertissent les États-Unis. Ils sont surtout préoccupés par le fait que le gazoduc -en traversant la Mer Baltique dans des eaux russes, finlandaises, suédoises et allemandes- contourne les Pays de Visegrad (République Tchèque, Slovaquie, Pologne, Hongrie), les États Baltes et l'Ukraine, c'est-à-dire les pays européens les plus liés à Washington par l'OTAN (auxquels s'ajoute l'Italie).



Source de la carte : https://en.wikipedia.org/wiki/Nord_Stream

La mise pour les États-Unis, plus qu'économique, est stratégique. Ce que confirme le fait que les sanctions sur le North Stream 2 font partie du *National Defense Authorization Act*, l'acte législatif qui pour l'année fiscale 2020 fournit au Pentagone, pour de nouvelles guerres et nouvelles armes (y compris spatiales), le colossal chiffre de 738 milliards de dollars, auquel s'ajoutent d'autres postes portant la dépense militaire étasunienne à environ 1.000 milliards de dollars. Les sanctions économiques sur le North Stream 2 s'insèrent dans l'escalade politico-militaire contre la Russie.

Une confirmation ultérieure se trouve dans le fait que le Congrès USA a établi des sanctions non seulement contre le North Stream 2 mais aussi contre le TurkStream qui, en phase finale de réalisation, va apporter le gaz russe à travers la Mer Noire jusqu'en Thrace orientale, la petite partie européenne de la Turquie. De là, par un autre gazoduc, le gaz russe devrait arriver en Bulgarie, Serbie et autres pays européens. C'est la riposte russe au coup porté par les États-Unis, qui en 2014 réussirent à bloquer le gazoduc South Stream. Celui-ci aurait dû relier la Russie à l'Italie à travers la Mer Noire et par la terre jusqu'à Tarvisio (Udine). L'Italie serait ainsi devenue une plate-forme d'aiguillage du gaz en Ue, avec de notables avantages économiques. L'administration Obama réussit à faire échouer le projet, avec la collaboration de l'Union européenne même.

La société Saipem (Groupe italien Eni), touchée à nouveau par les sanctions étasuniennes sur le North Stream 2, fut déjà lourdement touchée par le blocage du South Stream : elle perdit en 2014 des contrats d'une valeur de 2,4 milliards d'euros, auxquels se seraient ajoutés d'autres contrats si le projet avait continué. Mais personne à l'époque, ni en Italie ni dans l'Ue, ne protesta contre l'enterrement du projet opéré par les États-Unis. Maintenant que sont en jeu les intérêts allemands, s'élèvent en Allemagne et dans l'Ue des voix critiques sur les sanctions USA contre le North Stream 2.

On ne dit rien par contre sur le fait que l'Union européenne s'est engagée à importer des USA du gaz naturel liquéfié (Gnl), extrait de schistes bitumineux par la destructrice technique de fracturation hydraulique. Washington, pour frapper la Russie, essaie de réduire son exportation de gaz en Ue, faisant payer les coûts aux consommateurs européens. Depuis que le président Trump et le président de la Commission Européenne Juncker ont signé à Washington en juillet 2018 la "Déclaration conjointe sur la coopération stratégique USA-Ue y compris le secteur énergétique", l'Ue a doublé l'importation de Gnl des USA, co-finançant les infrastructures avec une dépense spéciale initiale de 656 millions d'euros. Cela n'a cependant pas sauvé les sociétés européennes des sanctions USA.

Manlio Dinucci

Article original en italien :



[Strategie e costi nella guerra dei gasdotti](#)

Édition de dimanche 22 décembre 2019 de *il manifesto*

(Lien indisponible sur le site du quotidien)

La source originale de cet article est ilmanifesto.it
Copyright © [Manlio Dinucci](http://ilmanifesto.it), ilmanifesto.it, 2019

Articles Par : [Manlio Dinucci](http://ilmanifesto.it)

A propos :

Manlio Dinucci est géographe et journaliste. Il a une chronique hebdomadaire "L'art de la guerre" au quotidien italien [il manifesto](http://ilmanifesto.it). Parmi ses derniers livres: *Geocommunity* (en trois tomes) Ed. Zanichelli 2013; *Geolaboratorio*, Ed. Zanichelli 2014; *Se dici guerra...*, Ed. Kappa Vu 2014.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca